

Note portant précisions et réponses aux observations du procès verbal des observations de l'enquête publique de la révision du PPRI de la Destrousse

La présente note communique, formulées en bleues, les précisions et réponses que souhaitent apporter la DDTM 13 suite au PV des observations de l'enquête publique du PPRI de la Destrousse, remis le 22 octobre 2019.

Etabli le 30 octobre 2019 à Marseille

L'adjoint inondation du Pôle
Risques



Clément Gastaud

Elaboration du Plan de Prévention des Risques
RISQUE « INONDATION »(PPRI)
sur la commune de la Destrousse

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE
DES OBSERVATIONS ECRITES ET ORALES

dans le cadre de l'enquête publique ouverte le 13 septembre 2019 et close le 14 octobre 2019

Remis au porteur de projet le 22 octobre 2019

Référence : Arrêté du Préfet des Bouches du Rhône en date du 12 août 2019

Commissaire enquêteur : Nicole BOUILLLOT

*Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône, une rencontre a été planifiée et s'est tenue le **22 octobre à partir de 9h** entre Madame BOUILLOT commissaire enquêteur désignée par la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille pour conduire l'enquête publique portant sur le projet de Plan de prévention des Risques d'Inondation (PPRI) et la Direction des Territoires et de la Mer représentée par Monsieur Clément GASTAUD adjoint Inondation au chef du Pôle Risques Naturels Service Urbanisme de la DDTM13.*

*L'objet de cette rencontre était la remise du **procès-verbal de synthèse** des observations écrites et orales recueillies pendant les 32 jours de l'enquête publique, laquelle s'est terminée le 14 octobre 2019 ainsi que les remarques, questions ou observations des Personnes ou Organismes associés recueillies en amont ou pendant l'enquête publique complétées par celles du Commissaire Enquêteur.*

Il est rappelé qu'après remise de ce PV, incluant toutes ces observations, le chef de projet dispose d'un délai de quinze jours pour y répondre sous forme de mémoire lequel sera intégré dans le rapport final de l'enquête.

SOURCES des OBSERVATIONS

Public et courriers reçus

Malgré la communication règlementaire et une communication locale (site internet, panneau lumineux, information écrite diffusée dans les boîtes à lettre) le public a été peu nombreux à l'occasion des 5 permanences tenues :

- 8 personnes (dont 2 hors zone inondable : l'une d'elle est cependant concernée par un phénomène d'inondation par ruissellement).

Les 6 personnes résidant en zone inondable étaient conscientes de la situation de leur bien, ainsi que des risques et des limites de constructibilité.

En revanche, la majorité d'entre elles espéraient trouver dans le PPRI des réponses en termes de travaux visant à réduire les risques naturels d'inondation qu'elles subissent régulièrement, risques naturels aggravés d'après elles par la construction de l'autoroute A52 accompagnée de la déviation du cours naturel du Merlançon et son busage par des ouvrages de section insuffisante.

Toutes ont manifesté leur préoccupation quant à l'entretien régulier des cours d'eau sur toute leur longueur de façon à favoriser l'écoulement des eaux en cas de crue.

- 1 personne pose une requête visant à rectifier le zonage règlementaire du PPRI sur sa parcelle.

Il n'y a pas eu d'autres courriers que ceux remis en mains propres par les administrés essentiellement lors de la dernière permanence.

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 87 visites, 1 visionnage mais aucun téléchargement ou observation.

Maire et responsable urbanisme de la Destrousse

A l'occasion d'une première rencontre en amont du démarrage de l'enquête et d'échanges informels tout au long de l'enquête, nous avons évoqué avec le maire et/ou la responsable Urbanisme :

- L'attention de la commune vis-à-vis des riverains régulièrement inondés (y compris ceux qui se situent administrativement sur la commune de la Bouilladisse aux abords du pont des Saurins)
- Les moyens financiers limités d'une petite commune pour des travaux destinés à prévenir les risques d'inondation et la difficulté de réalisation de tels travaux qui concernent de fait plusieurs communes (en particulier la Bouilladisse pour le pont des Saurins)
- Le transfert de la compétence GEMAPI de la commune vers la Métropole Aix-Marseille Provence qui a délégué au Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) l'entretien des cours d'eau sur ce bassin Versant courant
- La demande pressante de logements sur la Destrousse qui a connu une croissance de sa population de près de 14% entre 2011 et 2016 et la nécessité de réguler cette croissance dans le cadre des documents d'urbanisme pour éviter d'accroître les risques naturels et pour pouvoir continuer d'offrir des équipements publics adaptés
- Des craintes par rapport au secteur de développement « Etoile-Merlançon » proposée dans le Projet d'Aménagement de Développement Durable (PADD) première étape du futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- Des attentes par rapport au projet VAL'TRAM qui devrait offrir une desserte rapide en transport en commun de la Commune vers Aubagne et la Bouilladisse...

Par ailleurs, **le 2 octobre 2019, le maire a proposé au vote du Conseil Municipal le projet de PPRI (vote favorable)**. Dans le cadre de l'audition du maire par le CE prévu à l'article 3.3 le maire a déclaré que malgré la réalité et la qualité du travail de concertation, il lui paraissait possible que subsistent des anomalies dans le zonage pouvant conduire à la difficulté d'instruction d'autorisations d'urbanisme.

Autres Personnes et Organismes Associés

Le commissaire enquêteur a pris connaissance des réponses du **CD13** et de la **Chambre d'Agriculture** et a souhaité rencontrer le **SMBVH** (ex SIBVH) qui n'avait pas répondu à la sollicitation de la DDTM.

Cette rencontre a pour objet de recueillir l'avis du **SMBVH** sur l'état du Merlançon et de ses affluents et de prendre connaissance des travaux d'entretien et de travaux programmés dans le cadre de la DIG obtenue le 21 /12/2018 (Enquête Publique réalisée du 20 juin au 19 juillet 2018).

La Directrice sur SMBVH :

- Indique qu'une première campagne de débroussaillage sur le Merlançon a eu lieu au cours de l'été 2019, à l'occasion de laquelle beaucoup de riverains ont été rencontrés individuellement avec rappel de leurs obligations légales. Cette campagne a également concerné des parcelles appartenant à VINCI.
- Informe qu'une opération de curage, enlèvement de sédiments aura lieu en octobre-novembre 2019 sur les points sensibles du Merlançon (Pont des Saurins en particulier) et que ce type d'opération pourra être réalisé préventivement dans le cadre de la DIG.

- Confirme que les travaux plus importants, nécessaires à la restauration et l'aménagement des cours d'eau trouveront leur cadre dans le Programme d'Actions de Protection des Inondations (PAPI) intégré au Contrat de RIVIERE (2019-2021).
- Déploire de n'être pas parvenu à convaincre VINCI (ex ESCOTA) de coopérer à l'élaboration d'un projet hydraulique concerté dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A52 au niveau du chemin du Merlançon (La Destrousse).

SYNTHESE des OBSERVATIONS et QUESTIONNEMENTS

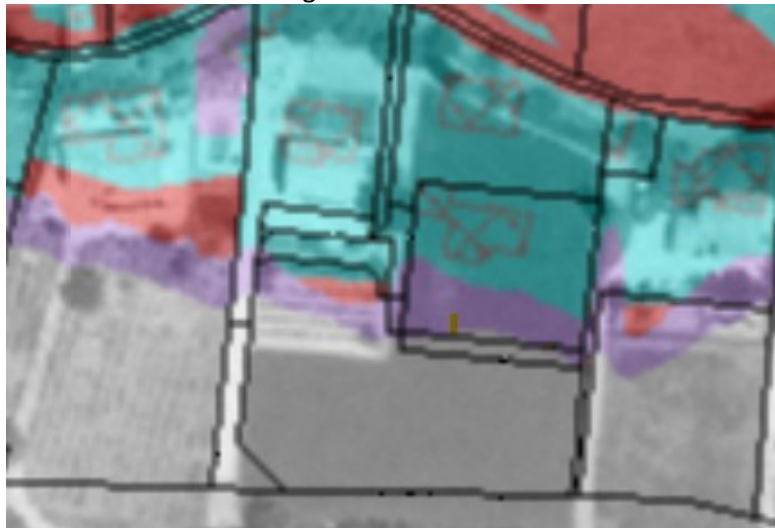
Hors mis un cas particulier ce procès-verbal présente une synthèse des observations et questionnements par grands thèmes.

1. Zonage du PPRI et difficultés potentielles dans la prise de décisions d'urbanisme

M RAPUZZI domicilié 404 avenue de la Doulia 13112 La DESTROUSSE demande de révision du zonage réglementaire du PPRI sur sa parcelle (section AT n°50-51) supposant une incohérence de tracé lors du croisement de la carte des enjeux et celui de la carte des aléas. En appui à sa demande, il joint une note accompagnée de plans, d'un schéma et d'une photo (dossier de 9 pages en pièce jointe)

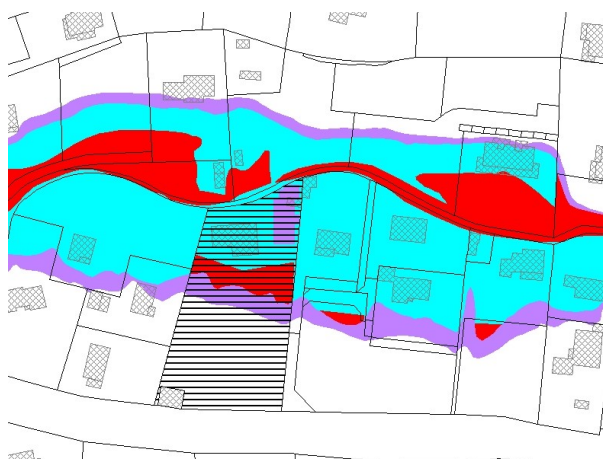
1-1 Le Responsable de Projet pourrait-il examiner le cas de M Rapuzzi avant publication du PPRI ?

Sur des parcelles voisines de l'endroit où réside Monsieur RAPUZZI (à gauche), le commissaire enquêteur constate des micro « taches » rouges dans une zone violette...



1-2 Le Responsable de Projet peut-il vérifier s'il n'y a pas une anomalie ?

Le zonage réglementaire ne présente aucune anomalie. En effet comme le montre les extraits suivant du zonage réglementaire, de la carte des enjeux et de la carte d'aléa, ces zones rouges résultent du croisement aléa enjeux,



LEGENDE définition des enjeux

- Limite Communale
- Parcelles
- Bâti source cadastrale
- Parcelles source cadastrale
- Zones Peux ou Pas Urbanisées (ZPPU)
- Autres Zones Urbanisées
- Centre Urbain (CU)
- Enveloppe de la Zone Modélisée

Extrait cartographique permettant d'identifier les enjeux

L'extrait cartographique ci-dessus nous permet d'identifier les enjeux et l'enveloppe de la crue de référence (tramée en point). L'espace entre le tramage et l'enveloppe donne la zone violette. Les zones rouges résultent de la présence de zones peu ou pas urbanisées, concernées par les zones inondables par le débordement du Merlançon pour l'événement de référence.

1-3 Existe-t-il une possibilité de correction « automatique » permettant de faire coïncider carte de zonage et découpage cadastral de façon à faciliter l'application du PPRI et la prise de décisions d'urbanisme ?

Le croisement entre les enjeux et l'aléa ne se fait pas à la parcelle mais correspond à l'emprise exacte de l'aléa et de la forme urbaine définie dans la note de l'AGAM insérée dans le rapport de présentation en annexe. Le PPRI porte une réponse réglementaire de prévention du risque inondation reposant sur la réalité matérielle (zone inondable, occupation du sol). Le zonage réglementaire ne recoupe pas pleinement la réalité administrative qui est celle d'une carte cadastrale.

Le maire de la Destrousse évoque la possibilité d'erreurs matérielles ponctuelles liées à un relevé topographique non exhaustif dans l'étude de référence.

L'ensemble de la zone étudiée du bassin versant a fait l'objet d'un lever topographique aéroporté de grande précision et de forte densité (méthode LIDAR), complété par les levés terrestres de précision jugés nécessaires par le bureau d'étude.

A l'occasion de la réalisation de l'étude, en 2014, l'ensemble de ces éléments a fait l'objet d'une transmission par la DDTM 13 aux communes afin de vérifier qu'il n'y ait pas d'erreur matérielle deux mois avant la transmission du PAC par le Préfet des Bouches-du-Rhône la commune n'a pas transmis de remarques. A ce jour, il n'a été détecté aucune erreur matérielle liée à un relevé topographique.

1-4 Que se passerait-il si un particulier ou professionnel de la construction pouvait démontrer une incohérence dans le zonage sur tout ou partie d'une parcelle cadastrale après publication du PPRI ?

Il est à noter qu'une première consultation (citée supra) a été faite et que le PAC transmis en novembre 2014 est depuis lors en application sur le territoire de la commune. A ce jour, la DDTM 13 n'a été informé d'aucun retour sur d'éventuelles erreurs matérielles concernant la commune de La Destrousse.. Il est à souligner que lors de la concertation publique impliquant la population aucune remarque concernant d'éventuelles erreurs matérielles n'est remontée.

Il convient de noter que le code de l'environnement permet, dans le cas d'une erreur matérielle ponctuelle, l'évolution du PPRI, par une procédure simplifiée, dite de modification.

2. Demande de dérogation de la Chambre d'Agriculture

Dans le cadre de la concertation des personnes et organismes associés(POA), la Chambre d'Agriculture a écrit :

« Compte tenu de la contrainte que représente pour l'agriculture l'impossibilité de constructions dans les zones d'aléas fort, nous souhaiterions que soit rendue possible la construction de bâti fonctionnel avec premier plancher aménagé au dessus de la crue de référence, lorsque les vitesses y sont faibles (< 0.5m/s) »... et émet de ce fait un avis réservé sur le PPRI.

2-1 Quelle est la position du porteur de projet sur cette demande ?

Par définition, les zones agricoles sont des zones peu ou pas urbanisées. De ce fait, la totalité de ces zones dès lors qu'elles sont concernées par les débordements pour la crue de références sont réglementées en zone rouge du PPRI. La prise en compte des enjeux spécifiques à l'activité agricole est conduite dans le cadre de la concertation menée de longue date avec la Chambre d'Agriculture s'agissant des règlements des PPRI des Bouches-du-Rhône.

Deux dispositions spécifiques ont été introduites pour les activités agricoles :

- en zone rouge en aléa modérée, la création de bâtiment nécessaire à l'exploitation agricole est possible (hors logement)
- l'implantation des serres tunnel en aléa fort sous conditions que les vitesses d'écoulement soient faibles (zones en aléa vert sur la carte d'aléa) est possible car elles ont peu d'impacts dans les zones d'expansions des crues.

Cependant, et afin de veiller à la compatibilité du PPRI avec les objectifs du PGRI, et en application du principe de mise en sécurité des personnes et des biens, le règlement, au même titre que pour les autres zones urbanisées applique un principe d'inconstructibilité en aléa fort, pour les activités agricoles en zone peu ou pas urbanisé.

3. Courrier du Conseil Départemental 13

Dans le cadre de la concertation des personnes et organismes associés(POA), le Département interpelle le porteur de projet, en tant que gestionnaire de la compétence « Routes » sur 3 difficultés particulières d'application du règlement du PPRI de la Destrousse (le courrier vise également le PPRI d'Auriol) :

- Réparation, remise en état de routes endommagées par une inondation
- Compatibilité entre les règles du PPRI et celles d'implantation de signalisation
- Difficulté pour le CD13 d'établir un plan d'alerte et de prévention sectorisé sur une commune

3-1 Pourquoi ce courrier est-il classé en « avis non exprimé » (annexe 4-5) du bilan de consultation des POA? Une réponse a-t-elle été apportée par rapport aux difficultés d'application du règlement des PPRI soulevées par le CD13 ? Laquelle ?

Dans ses conclusions il ne donne aucun avis favorable, défavorable ou réservé.

Concernant la difficulté de prise en compte des règles du PPRI plusieurs précisions sont cependant nécessaires.

Concernant les infrastructures, celles-ci sont autorisées, quelle que soit la zone du PPRI, sous prescription d'une protection des équipements sensibles, dont la définition appartient à la maîtrise d'ouvrage. Les infrastructures doivent par ailleurs être conformes aux dispositions de la loi sur l'eau, indépendante au demeurant de l'existence d'un PPRI approuvé.

Concernant la gestion de crise bien que sa coordination au niveau départemental ou zonal soit sous la responsabilité du préfet, elle demeure une compétence propre des différents gestionnaires.

La DDTM 13 entretient, dans le cadre de l'élaboration des PPRI, des échanges réguliers avec le CD13. Une réponse circonstanciée sur ses observations a par exemple été faite à l'occasion de la

récente consultation des POA dans le cadre du PPRI des Aygalades à Marseille, par un échange de courriel en date du 19 avril 2019. Etait notamment précisé à cette occasion :

« De façon générale, il convient de remarquer que les règles adoptées par les PPRI en cours d'élaboration sont tout à fait similaires à celles en vigueur pour l'ensemble des PPRI approuvés des Bouches-du-Rhône et par exemple strictement identiques à celles des PPRI récemment approuvés concernant l'Huveaune notamment à Marseille. A ma connaissance, aucune difficultés concernant les opérations d'entretien, de renouvellement, d'exploitation ou de création d'infrastructures routières n'a été constatée résultant de ces PPRI.

Plus spécifiquement et pour expliciter la règle résultant des règlements de PPRI : Les PPRI, conformément aux principes nationaux de prévention des risques, permettent en toute zone du zonage réglementaire et y compris en zone rouge la création :

*"Le règlement du PPRI n'apporte **aucune restriction à la création - donc à fortiori à la reconstruction ou réparation - d'infrastructure de transport, y compris les routes et leurs chaussées.***

*Il convient de noter que l'interdiction de reconstruction des bâtiments détruits par l'effet d'une crue, établie à l'article 5 du titre 1 du chapitre 2 du règlement (p 16) ne concerne que les bâtiments, en application du L 111-15 du code de l'urbanisme et de la jurisprudence. **Elle ne saurait donc interdire la reconstruction ou la réparation de chaussées ou d'ouvrages endommagés par une crue.***

*Les ouvrages de signalisations ne comportent pas de planchers aménagés. **Ils ne sont donc pas concernés par la contrainte d'un seuil plancher de PHE +20 cm.***

S'agissant de la prescription de la réalisation d'un plan d'alerte et de prévention (article 2 du titre 1 du chapitre 1 des règlements) elle s'inscrit notamment dans le cadre du II. de l'article L 562-1 du Code de l'Environnement

En effet, le PPRI est un document de prévention fixant par des prescriptions réglementaires des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui ont pour finalité de diminuer l'intensité ou les conséquences des aléas et d'atténuer les effets de l'événement sur les populations et les biens :

« Ces plans ont pour objet en tant que de besoin :

3°) de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers. »

Cet article est précisé par le I. 1 de l'article R.562-4 du Code de l'Environnement

« En application du 3° du II de l'article L 562-1, le plan peut notamment :

1° définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou d'intervention des secours »

Selon notre analyse, les gestionnaires d'infrastructures sont compétents pour la gestion et l'exploitation notamment en cas de crise, comme une inondation, de leur réseau.

Indépendamment du PPRI, il leur appartient donc d'ores et déjà de prendre et de définir les mesures à mettre en œuvre en situation de crise. Le PPRI formule à cette effet une prescription simple de formalisation d'un plan d'alerte. »

4. Entretien des cours d'eau : facteur aggravant du risque inondation

Les propriétaires rencontrés déplorent un manque d'entretien des cours d'eau aggravant les risques naturels d'inondation qu'ils subissent régulièrement et pointent le fait que les riverains respectent très inégalement l'obligation d'entretien qui leur incombe.

Certains signalent le défaut d'entretien par VINCI de parcelles lui appartenant.

Après le transfert de la compétence GEMAPI de la commune à l'intercommunalité et la possibilité d'entretien des cours d'eau par un opérateur spécialisé, -le SMBVH-, dans le cadre d'une DIG sur l'ensemble du Merlançon et la plupart de ses affluents (notamment les ruisseaux Grand Pré, la Destrousse et Pégoulières), la situation semble susceptible de s'améliorer. Néanmoins, cette prise en charge aura nécessairement un coût pour tous (taxe GEMAPI votée par la Métropole Aix Marseille Provence).

4-1 Réflexion du Commissaire Enquêteur : si l'on peut comprendre que la collectivité se substitue à des particuliers pour des travaux dont la technicité et le coût dépassent leurs moyens, ne serait-il pas possible d'« encourager » VINCI à satisfaire à ses obligations d'entretien ?

Cette question sort du périmètre du PPRI.

5. Travaux – aménagements- urbanisation

Certains propriétaires rencontrés ainsi que la directrice du SMBH évoquent les travaux inappropriés réalisés sur les cours d'eau, facteurs d'aggravation potentiels ou avérés du risque inondation :

- déviation du Merlançon et ouvrages sous dimensionnés du fait des prescriptions en vigueur dans les années 1970 (crue décennale et non centennale) au moment de la création de l'autoroute A52
- positionnement de nouveaux bassins de rétention à l'occasion de l'élargissement de l'autoroute
- confortements de berges de façon hétéroclite pour en prévenir l'effritement ou l'affaissement

Mais aussi ils évoquent aussi :

- l'urbanisation en amont des zones inondables provoquant un accroissement des eaux de ruissellement, un débit accéléré des ruisseaux Grand Pré et Destrousse descendant de Peypin...

5-1 Comment ces aménagements et travaux ont-ils été pris en compte pour la détermination de l'aléa « naturel » ?

Le PPRI s'appuie sur la détermination des zones inondables dans la situation actuelle. C'est l'objet de l'étude Huveaune, conduite par le bureau d'étude EGIS, conduisant à l'établissement de la carte d'aléa. Cette étude s'est appuyée notamment sur un modèle numérique de terrain, des levés topographiques terrestres complémentaires dans le lit mineur des cours d'eau modélisés, ce qui permet d'assurer que l'ensemble des ouvrages ont été pris en compte.

Concernant la prise en compte en compte de l'urbanisation ou des zones naturelles ou cultivées celle-ci a également été considérée avec soin, notamment au moyen des coefficients de ruissellement qui varient suivant la nature du sol sur laquelle la pluie tombe et ruisselle en totalité ou s'infiltre pour partie.

5-2 Le ruissellement fait-il partie du modèle ? à quel stade d'urbanisation (date de référence) ?

Si le modèle ne cartographie pas les zones inondables par ruissellement il prend cependant totalement en compte les volumes d'eau ruisselé pour chaque sous bassin versant et ce sur l'ensemble du bassin versant du fleuve pour modéliser les débordements du Merlançon et de ses principaux affluents.

La carte d'aléa du PPRI est issue de l'étude de référence, (EGIS – Etude Huveaune – 2014). La carte des enjeux du PPRI est issue de l'étude conduite par l'AGAM et des échanges conduit tout au long de la procédure d'élaboration dans le cadre de la concertation et de l'association. Le PPRI prend donc en compte l'urbanisation dans son état actuel.

5-3 Quels types de travaux visant à la réduction des inondations seraient susceptibles de permettre une demande de révision du PPRI ? A l'échelon communal ? à l'échelon du bassin versant du Merlançon ?

Le code de l'environnement ne prévoit pas la possibilité de réviser un PPRI pour des motifs d'opportunité. Le Code de l'Environnement permet cependant une procédure de révision du PPRI, suite à une évolution de la connaissance des aléas, à raison par exemple de la survenue d'une crue et de l'actualisation des études de référence, ou encore d'aménagement ayant pour effet de modifier l'aléa.

Il convient de noter que la concertation ou l'association n'ont pas conduit à identifier de projet d'aménagement susceptible de conduire à une réduction des zones inondables.

Il est à souligner que ce type d'aménagement pourrait par effet cumulé sur exposer les communes aval en augmentant les débits ou en favorisant la concomitance des ondes de crue dans le temps et en aggraver ses effets .

Le Programme d'Actions de Protection des Inondations (PAPI) intégré au Contrat de RIVIERE (2019-2021) devra mobiliser des fonds publics pour tendre vers la réduction de la vulnérabilité aux inondations et la restauration des berges et lits des cours d'eau.

5-4 Comment impliquer VINCI dans un programme concerté ? Le SMBVH et la commune n'y sont pas encore parvenus.

Le PPRI porte des prescriptions et obligations qui au même titre que l'ensemble des acteurs économiques et gestionnaires d'infrastructures concerne le concessionnaire autoroutier.

6. Un PPRI à la Destrousse

6-1 Pourquoi un PPRI sur la DESTROUSSE et pas sur la BOUILLADISSE, régulièrement inondée et très imbriquée avec la commune de la DESTROUSSE ?

A la suite d'une analyse circonstanciée de l'exposition des populations et des enjeux, des dynamiques d'urbanisation, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a validé une stratégie d'élaboration des PPRI prioritaires. Dans ce cadre, une première phase d'élaboration de PPRI a concerné l'aval du bassin versant (Marseille, Aubagne ,La Penne Sur Huveaune, Gemenos dont les PPRI ont été approuvés en février 2017) , la deuxième phase comprend l'élaboration ou la révision des PPRI des communes de l'amont du bassin versant (La Destrousse, Auriol, Roquevaire, Allauch et Plan de Cuques). Les communes situées les plus en amont du bassin versant n'ont pas été identifiées comme prioritaires pour l'élaboration d'un PPRI. Il convient cependant de noter qu'elles sont néanmoins concernées par le Porter à Connaissance Huveaune et que leurs documents d'urbanismes doivent à ce titre intégrer la prévention du risque inondation.

6-2 Quel suivi du PPRI de la DESTROUSSE ?

A compter de son approbation, le PPRI de la Destrousse s'impose en tant que servitude d'utilité publique au document d'urbanisme. Il appartient à chaque propriétaire d'en respecter les prescriptions et interdictions. Le défaut de respect du code de l'urbanisme expose aux sanctions prévues par le code des assurances, et engage la responsabilité pénale des intéressés.

6-3 Comment le PPRI de la DESTROUSSE pèsera-t-il (ou pas) pour limiter l'urbanisation sur la BOUILLADISSE ou PEYPIN et l'aggravation du risque inondation sur la DESTROUSSE dans le cadre du PLUI en cours d'élaboration ?

Le PPRI de la Destrousse ne concerne que la commune de la Destrousse.

Comme indiqué supra, l'étude hydraulique Huveaune a fait l'objet d'un PAC transmis par le Prefet des Bouches du Rhône en Novembre 2014 . Dans lequel il demande de prendre en compte le risque inondation dans les actes d'urbanisme qui peuvent aller au delà des prescriptions à une interdiction au titre de l'art. R111-2 du code de l'Urbanisme, et d'intégrer cette connaissance à leurs documents d'urbanisme.

Il est à noter par ailleurs, qu'en application du code de l'urbanisme, la DDTM communique dans le cadre de l'association à l'élaboration des documents d'urbanisme des porter à connaissance transmis aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme avant élaboration ou révision de leur PLU(i). Il leur est alors demandé de compléter la connaissance du risque inondation sur l'exhaustivité des linéaires des cours d'eau de leurs communes et d'en assurer la retranscription réglementaire et cartographique dans le document d'urbanisme, conformément aux obligations découlant du PGRI et du SDAGE.

7. Communication sur le PPRI approuvé

Les personnes rencontrées lors des permanences étaient plus préoccupées par la prévention des inondations que par les règles du PPRI applicables aux constructions existantes ; même lorsque ce chapitre a été abordé à l'initiative du commissaire enquêteur, elles n'ont pas manifesté le souhait d'explicitation.

Aucun commerçant ou artisan n'est venu s'informer.

7-1 Malgré le souci de pédagogie du porteur de projet, une synthèse des éléments de portée pratique concernant au PPRI publié est-elle envisagée : rappel des obligations d'entretien des riverains, obligation d'assurance, obligation de travaux, possibilités de financement... ?

Dans le cadre de l'association et de la concertation, lors de l'élaboration du PPRI, la DDTM a réalisé plusieurs actions de communication, avec notamment l'installation d'une exposition publique en mairie de La Destrousse.

Au-delà, la commune est tenue, de par le règlement du PPRI, de faire une réunion d'information sur les risques naturels connus sur le territoire communal tous les deux ans de façon à garantir l'information régulière de la population.

7-2 Les personnes privées ou TPE concernées par le PPRI seront-elles informées directement ? par qui ?

A l'occasion de l'association des POA et de la concertation, la DDTM a informé la Chambre de Commerces et d'Industrie, qui a pu prévenir l'ensemble de ses membres. Au-delà, le règlement, comme indiqué supra, impose une information régulière des administrés par la commune.

ANNEXE : dossier M RAPUZZI (9 pages)

Marseille le 22 octobre 2019

Clément GASTAUD

Adjoint Inondation au Chef du Pôle Risques Naturels

Service Urbanisme DDTM13

Nicole BOUILLOT

Commissaire Enquêteur